

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social  
Protection Judiciaire de la Jeunesse  
Fédération Syndicale Unitaire



Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris  
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62  
site : [www.snpespjj-fsu.org](http://www.snpespjj-fsu.org) Mél : [Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr](mailto:Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr)



Paris, le 10/09/2014

***L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS UNE FATALITE  
DÉFENDONS LE SERVICE PUBLIC, NOTRE POUVOIR D'ACHAT  
ET LES MISSIONS DE LA PJJ***

Rarement, une rentrée n'aura été marquée par une si grande inquiétude concernant l'avenir. La sortie de crise n'est pas en vue, le chômage explose, les inégalités se creusent, le pouvoir d'achat des salariés baisse, précarité et pauvreté s'accroissent, les services publics et la protection sociale sont mis à rude épreuve.

La politique libérale qui a accentué la crise avait motivé la sanction électorale, de Sarkozy. Aujourd'hui, les mêmes recettes illustrent la politique du gouvernement et la trahison des engagements du président Hollande. Ce renoncement présidentiel et l'accumulation des malversations, augmente l'audience du Front National. La seule façon de mettre un coup d'arrêt à la désespérance des salariés est d'engager une politique qui défende réellement leurs intérêts.

A l'inverse, le récent remaniement ministériel signe une poursuite et une aggravation de la politique d'austérité.

En effet, aujourd'hui, le gouvernement assume pleinement son orientation économique libérale qui se traduit, notamment, par la baisse des dépenses publiques. Le MEDEF qui a applaudi le premier ministre, ne s'y est pas trompé.

Pourtant, défendre coûte que coûte la réduction des dépenses publiques et donc réduire le nombre de fonctionnaires et les budgets des administrations est socialement injuste et économiquement dangereux.

En effet, les politiques d'austérité aggravent la crise économique en contractant la consommation des ménages et les commandes publiques, entraînant de ce fait la France dans une spirale récessive, mais encore, elles font porter les efforts sur les seuls salarié-es alors que la responsabilité de la crise incombe au premier chef au monde de la finance et aux spéculations sauvages. Non content de faire l'impasse sur

cette responsabilité, le gouvernement, dans la droite ligne de ses prédécesseurs, veut aujourd'hui rendre les chômeurs responsables de leur situation.

Plus que jamais se résigner à un soit disant réalisme serait la pire des choses, car d'autres choix sont possibles pour sortir de la crise. Ceux-ci passent notamment par une autre répartition des richesses produites, une réelle réforme fiscale, une relance par le pouvoir d'achat. Cette voie alternative, si elle peine jusqu'alors à se faire entendre commence malgré tout à être mise dans le débat. Mais elle ne pourra s'imposer que grâce à l'initiative et la mobilisation des salariés et des fonctionnaires.

A la PJJ, les rentrées se suivent et se ressemblent aussi. La question centrale aujourd'hui est de savoir si la note d'orientation, au delà du changement de langage et d'idéologie concernant la jeunesse en difficulté, sera en mesure de restaurer les moyens d'intervention du service public. Autrement dit, si l'écart entre le discours et les actes sera réduit. De ce point de vue, le contexte national n'est pas fait pour nous rassurer.

Ce contexte impose aussi de penser avec lucidité que la voie est plus étroite que jamais pour qu'une réforme progressiste de l'ordonnance de 45 voit le jour. Le rejet de l'amendement supprimant les TCM proposé par le Sénat lors de l'adoption de la réforme pénale, par la commission mixte paritaire du parlement début juillet, est un très mauvais signe et la réforme pénale elle-même, réduite à peau de chagrin, une illustration du manque de courage politique du gouvernement.

Mais cette réalité donne aussi des raisons supplémentaires de lutter et des forces pour continuer à porter nos convictions. Plus que jamais le SNPES-PJJ/FSU favorisera toutes les mobilisations des personnels pour défendre les conditions et le sens de leur travail. Pour défendre un service public fort au service de l'éducation des mineurs qui nous sont confiés.

Face à la politique d'austérité du gouvernement et à ses conséquences, il faut promouvoir un plan de mobilisation des fédérations syndicales.

Cette perspective constituerait un encouragement pour l'action des salariés. Au SNPES-PJJ/FSU nous continuerons d'œuvrer dans ce sens au sein de la FSU.

Défendre les personnels de la PJJ pour la mise en pratique d'orientations éducatives soutenues par des moyens ambitieux, exiger un changement de posture de tous les échelons hiérarchiques, d'autres conditions de travail et d'exercice concret des missions pour les personnels, tels sont les objectifs que nous nous fixons pour l'immédiat à la PJJ